



# Déclarations et Discours

---

Nº 81/18

## UN PREMIER PAS EN VUE DE RÉSOUDRE LE CONFLIT AU KAMPUCHÉA

Allocution du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan, prononcée le 13 juillet 1981 à la Conférence internationale des Nations Unies sur le Kampuchéa, tenue à New York.

À plusieurs reprises au cours des deux dernières années, la communauté internationale a dû se pencher sur la situation tragique qui sévit au Kampuchéa. Dix ans de guerre et de privations, de génocide et d'abus extraordinaires au chapitre des droits de l'homme, de famine, d'invasion et d'occupation étrangères ont transformé une contrée jadis paisible en un pays ravagé par les combats, un pays dont la survie est tributaire de secours humanitaires massifs de la part de la communauté internationale et dont le gouvernement est totalement asservi à une puissance étrangère.

Il est malheureux que la situation qui perdure au Kampuchéa nous oblige de nous réunir ainsi de nouveau. Cependant, à l'encontre des réunions antérieures qui portaient principalement sur le secours humanitaire au peuple kampuchéen, cette Conférence veut s'attaquer aux causes profondes des problèmes du Kampuchéa. Nous avons déjà cherché à en traiter les symptômes, soit la famine, les privations et l'exode de réfugiés. Il faut maintenant trouver une solution au mal lui-même. C'est pourquoi je suis fort heureux de voir réunis ici les représentants de plus de 60 pays et parties qui se préoccupent de la situation au Kampuchéa. Je voudrais en outre remercier le Secrétaire général d'avoir convoqué cette Conférence conformément à la résolution 35/6 adoptée par l'Assemblée générale en automne dernier. Le Canada a coparrainé cette résolution et, depuis, a fortement appuyé la convocation de la Conférence.

Malheureusement, la situation politique actuelle au Kampuchéa est telle qu'elle l'était lors de l'adoption de la résolution 35/6 de l'A.G.N.U. (Assemblée générale des Nations Unies) en octobre 1980 ; d'ailleurs, elle n'a pas évolué depuis l'invasion et l'occupation du Kampuchéa par les forces de la République socialiste du Vietnam en janvier 1979. En outre, des mesures ont été prises en vue de légitimer le régime actuel à Phnom Penh, mais le Canada ne les reconnaît pas.

L'abus des  
principes

Au cours des trois dernières années, le Canada s'est prononcé sans détours et avec force devant l'Assemblée générale des Nations Unies, et devant la Commission des droits de l'homme des Nations Unies ainsi que devant d'autres instances internationales au sujet des malheurs qui se sont abattus sur le Kampuchéa et le peuple kampuchéen. La grande majorité des membres de la communauté internationale a été de même avis et a appuyé aux 34<sup>e</sup> et 35<sup>e</sup> sessions de l'A.G.N.U. les résolutions qui ont jeté les bases d'un retour à la paix et à la stabilité au Kampuchéa et dans tout le Sud-Est asiatique. Ce très grand désir de la communauté internationale d'amener la paix et la stabilité au Kampuchéa et en Asie du Sud-Est est né d'un attachement profond aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies concernant l'indépendance nationale, la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les États ainsi qu'aux principes énoncés dans la Charte internationale des droits de l'homme concernant le droit des

---

États souverains à l'autodétermination. Ces principes ont été honteusement violés au Kampuchéa où une force d'occupation de plus de 200 000 hommes maintient au pouvoir un régime qu'elle a elle-même installé. La communauté internationale ne peut accepter que l'on fasse ainsi fi de ces principes, principes qu'a d'ailleurs souvent fait siens hier l'agresseur d'aujourd'hui. Le Canada estime que les nations qui ne sont pas représentées ici souscrivent néanmoins toujours à ces principes universels et il exhorte ces pays à y adhérer en pratique aussi bien qu'en théorie, dans l'intérêt de la paix et de la sécurité mondiales. J'ai utilisé le mot " mondial " à dessein ; en effet, nous ne savons que trop bien que les événements en Indochine ont des retombées tragiques dans toute la région et des répercussions à l'échelle internationale.

**Il faut jeter les bases d'un Kampuchéa libre**

Les raisons qui ont amené le Vietnam à envahir et à occuper le Kampuchéa sont moins importantes que la nécessité de mettre un terme aux violations des règles du droit international dans ce pays. Pour sa part, le Canada n'est pas intéressé à récriminer contre le Vietnam et ses agissements au Kampuchéa. Nous souhaitons seulement que soient créées les conditions nécessaires à l'établissement au Kampuchéa d'un gouvernement qui traduise de la façon la plus fidèle et la plus pratique la volonté politique du plus grand nombre d'habitants de ce pays. Le Canada est persuadé que les pays représentés ici partagent son point de vue. Nous sommes réunis non pas pour dénoncer le Vietnam, mais pour jeter les bases d'un Kampuchéa libre et indépendant.

Pendant combien de temps encore le peuple kampuchéen doit-il souffrir ? D'ailleurs, pendant combien de temps le peuple vietnamien doit-il souffrir alors que le gouvernement de ce pays continue d'affecter ses ressources à des entreprises militaires ? Ces deux dernières années, la nation khmère, presque anéantie par les atrocités du régime Pol Pot, a commencé à revivre grâce aux secours remarquables de divers organismes des Nations Unies, de la Croix-Rouge internationale et de nombreux organismes non gouvernementaux. Plus particulièrement, il y a lieu de noter l'accueil généreux et humanitaire réservé aux réfugiés d'Indochine par les pays de premier asile en Asie du Sud-Est.

Un retour aux politiques génocides de Pol Pot ne peut — et ne doit jamais — se réaliser. Je sais qu'il y a unanimité à cet égard. Cependant, le grand travail humanitaire au Kampuchéa ne comptera pour rien si les hostilités continuent et s'il n'est pas permis au peuple kampuchéen de développer son pays sans ingérence de l'extérieur. La guerre est le principal ennemi du développement ; le prix de ce fléau est extrêmement élevé pour tous, à court et à long terme.

**Toute cette souffrance est-elle nécessaire ?**

Le Canada participe depuis de longues années aux efforts déployés pour assurer la stabilité dans le Sud-Est asiatique et pour permettre le développement et le progrès dans cette région. Nous avons vu quel a été le coût de la guerre pour les États indochinois et quels ont été les bienfaits de la paix pour les autres pays de la région. Face à cette réalité, une question s'impose d'urgence : " Toute cette souffrance est-elle nécessaire ? " Nous maintenons que les fins politiques nées de futilités craintes et méfiances ne sauraient jamais justifier d'interminables souffrances humaines et le déni des droits fondamentaux de la personne.

Diverses solutions au problème kampuchéen nous ont été proposées, dont un cessez-

le-feu entre les parties en conflit, la création d'une force des Nations Unies chargée du maintien de la paix au Kampuchéa, le retrait sous supervision des forces étrangères actuellement dans ce pays et la tenue d'élections libres sous la supervision des Nations Unies. De l'avis du Canada, ce sont de bonnes solutions qui pourraient offrir aux parties intéressées les garanties nécessaires. Ces propositions méritent un examen attentif de notre part et le Canada est disposé à leur accorder l'attention voulue. Nous ne les considérons pas nécessairement comme des solutions définitives ; la discussion nous amènera peut-être à conclure qu'il faut les modifier. Cependant, et c'est là l'essentiel, elles représentent un premier pas dans la bonne voie et jettent des bases sur lesquelles nous pourrions bâtir.

Avec un tel acquis, nous pouvons continuer à chercher une solution au problème kampuchéen susceptible d'amener une paix durable en Asie du Sud-Est. Notre objectif est un Kampuchéa indépendant, viable et prospère, vivant en harmonie avec des voisins prospères, paisibles et indépendants.

---

S/C